

LA VALSE DES DÉMISSIONS

Quelques récits de mises à
l'écart (volontaires) des institutions et
des chemins tout tracés

UNE BROCHURE DU COLLECTIF FAUT PAS PUCER

Curriculum Vitae

Que faut-il ?

Il faut écrire une requête et joindre son curriculum vitae.

Quelle que soit la longueur de la vie, le c.v. se doit d'être court.

On est prié d'être succinct et de trier les faits,

Transformer les paysages en adresses

Et les vagues souvenirs en dates fixes.

De toutes les amours, suffit le conjugal,

Parmi les enfants, rien que les vraies naissances.

Qui te connaît, pas qui tu connais.

Les voyages si à l'étranger.

Appartenance à quoi sans pourquoi.

Les distinctions sans à quel titre.

Ecris comme si tu ne t'étais jamais parlé,

Comme si tu te tenais à distance.

Passe sous silence chiens, chats, oiseaux

Souvenirs de pacotille, amis et rêves.

Prix plutôt que valeur,

Titre plutôt que teneur.

Pointure de chaussures plutôt qu'où il va,

Celui pour lequel tu passes.

Joindre une photo avec une oreille bien visible.

C'est sa forme qui compte, pas ce qu'elle entend.

Et qu'est-ce qu'elle entend ?

Le ronflement des machines à broyer du papier.

Wisława Szymborska (Pologne, 1986)

PRÉSENTATION

Le 17 février 2012, à l'initiative du collectif Faut Pas Pucer, une cinquantaine de personnes bloquaient pendant deux heures l'entrée de l'Inspection académique d'Albi, puis envahissaient la Direction Départementale du Territoire à quelques dizaines de mètres de là. Leur action s'inscrivait dans une journée nationale contre les contrôles au travail, en solidarité avec les éleveurs refusant le marquage électronique de leurs bêtes. Elles distribuaient un tract dont une face était consacrée au rejet du Livret Personnel de Compétence à l'école et l'autre au refus des puces RFID à l'oreille des moutons.

Au cours des réunions ayant suivi cette journée, les participants à l'action se sont dits à plusieurs reprises que le moment le plus fort avait été celui où une dizaine de choristes avaient entonné dans le hall de la DDT la chanson *Le temps des puces*, et notamment son dernier refrain, « Démisionneez, c'est la meilleure façon d'nous aider, les moutons c'est pas des machines, les élevages c'est pas des usines », repris pendant de longues minutes par tous les intrus à l'adresse des employés de l'administration agricole (voir le texte de la chanson ci-après). Le plaisir de chanter était bien sûr pour quelque chose dans la force que nous avons brièvement ressentie, mais les paroles y étaient aussi pour beaucoup. Elles mettaient mal à l'aise les fonctionnaires présents, et nous donnaient l'impression inhabituelle de les tenir en respect. Un des cadres de la DDT se retrouva ainsi à balbutier, dans un moment d'accalmie musicale, qu'il n'avait pas d'autre choix que de faire son travail, qu'il ne pouvait avoir d'avis personnel sur le bien-fondé des mesures qu'il appliquait.

Partant de ce constat, nous nous sommes interrogés sur les démissions que nous-mêmes avons remises par le passé et celles que nous envisageons actuellement. Nos parcours respectifs sont faits de refus, de fuites, de bifurcations à l'intérieur et à l'extérieur du monde du travail, lorsque l'on nous proposait des tâches ou des atmosphères trop incompatibles avec nos principes moraux ou nos convictions politiques.

Éleveur ou pas, venant de Faut Pas Pucer ou de Non à Base-élèves, ces récits personnels sont une manière de préciser contre quoi nous nous battons ensemble, au-delà du puçage des animaux et du soutien aux éleveurs qui prennent le risque de le refuser. Peut-être ces simples témoignages peuvent-ils contribuer à la construction d'un front plus large, que nous ne savons pas encore nommer.

Septembre 2012, Faut Pas Pucer

Le temps des puces

chanson pour les employés de l'administration agricole
sur un air de Pierre Perret

*Voici venu, le temps des puces
Électroniques, RFID,
Sur ce coup-là, les bureaucrates
Ont encore eu une riche idée*

*Ca vient d'Europe, ça vient d'en haut
Des industriels qui s'empiffrent
Et pendant qu'ils rêvent de robots
Nos vies s'aplatissent sous les chiffres*

*Faut-il vraiment
Que vous obéissiez tout le temps ?
Les élevages c'est pas des usines,
Les moutons c'est pas des machines !*

*Voici venu, le temps des puces
Où les chercheurs sont dev'nus rois
Où l'on pilote le vivant
Pour en augmenter le rendement*

*Face aux experts qui le commandent
L'éleveur oublie l'savoir ancien
Que reste-t-il, je vous l'demande,
De ce métier qui était sien ?*

*Réfléchissez
Au monde que vous construisez
Les élevages c'est pas des usines,*

Les moutons c'est pas des machines !

*Voici venu le temps des puces
Règne de la traçabilité
Vous savez bien que cette astuce
Ne protég'ra pas notre santé*

*N'oublions pas que c'est en Chine
Qu'on fabrique cette électronique
Des milliards d'circuits imprimés
Ca va sacrément polluer*

*Démissionnez !
C'est l'meilleur moyen d'nous aider
Les élevages, c'est pas des usines
Les moutons, c'est pas des machines !*

*Il n'est pas loin le temps des puces
Que l'on s'implante dans le cerveau
On s'ra alpha moins ou bêta plus
Et plus dociles que des agneaux !*

Élu, un karma...

En mars 2008, je me suis présenté aux élections municipales sur la liste de Georges Bousquet, le maire de Vaour, j'ai été un de ses adjoints. Je savais que nous n'étions pas d'accord sur les éoliennes alors en projet.

À la même époque, j'ai participé à la création de l'Association qui ne manque pas d'airrr opposée à ces éoliennes. Nos réflexions ont principalement porté sur le fonctionnement démocratique, nous les avons rendues publiques dans *La Marmite*, journal distribué dans les boîtes aux lettres de la Communauté de Communes. Nous y avons critiqué la manière de faire des principaux élus que j'avais eue à subir. A peu près au même moment, en mars 2012, j'ai démissionné en faisant circuler dans mon village le courrier suivant.

Gérard Lanoye

Vaouraises, Vaourais,

Je démissionne de mes différents mandats d'élu : conseiller municipal, deuxième adjoint au maire, conseiller de la Communauté de Communes. En voici les raisons.

Vous m'avez élu, en 2008, comme conseiller municipal sur la liste de Georges Bousquet. Je m'étais présenté, malgré notre désaccord sur les éoliennes, en espérant pouvoir être utile aux Vaourais. Les conseillers municipaux m'ont choisi comme deuxième adjoint au

maire et comme conseiller titulaire à la Communauté de Communes du Causse Nord Ouest du Tarn. Je m'étais porté candidat.

J'ai été content de m'occuper des *Échos de Vaour* pendant les quatre années passées comme élu pour que vous soyez un peu informés des décisions qui vous concernent, et pour que vous puissiez donner votre opinion dans le *Courrier des Lecteurs*. J'ai été content aussi de proposer et de participer aux trop rares réunions d'information ou de consultation organisées par le conseil municipal.

Cependant, ces quatre années n'ont pas été très gratifiantes pour moi. Certains, ce sont souvent ceux qui ont pris les responsabilités les plus importantes, ont, dans les réunions, des comportements que je trouve humainement inacceptables : ils vous interrompent dès que vous exprimez une opinion différente de la leur, parfois dès que vous dites un mot. Ils ont d'autres comportements en réunion encore plus critiquables.

De ce fait, il n'est pas possible d'avoir les discussions sereines qu'exige la démocratie pour prendre les bonnes décisions pour la collectivité.

Ces comportements verbaux sont agressifs et violents et ne peuvent provoquer que trois réponses : l'agressivité en retour, la passivité ou la fuite. En réponse aux agressions verbales dont j'ai été la cible, il m'est arrivé d'être agressif. J'ai aussi été passif, aujourd'hui je fuis.

Certains conseillers pensent qu'ils sont élus pour prendre les décisions à la place des habitants à qui il n'est pas nécessaire de demander ce qu'ils souhaitent. C'est pourquoi vous n'avez pas été consultés sur l'installation d'éoliennes. Avec la loi du 16 décembre 2010 sur la réforme des collectivités territoriales, c'est encore pire :

le Préfet peut imposer aux collectivités territoriales les suppressions de syndicats, les fusions de communautés de communes, le rattachement d'une commune à une communauté de communes contre l'avis des élus concernés, et sans même informer les habitants.

J'aspire à une organisation et à une vie sociale proche de celle que nous avons essayé de décrire dans *La Marmite*, publiée par l'Association qui ne manque pas d'airrr. C'est le fruit actuel de notre réflexion sur la démocratie. Des sociétés ont existé et existent, dans le monde et même en Europe, où les décisions sont prises par tous, en consensus. Ce sont les seules capables de lutter contre la brutalité et le gaspillage de notre société capitaliste actuelle.

Je souhaite que nous ou nos enfants puissions un jour vivre dans une démocratie épanouissante pour tous.



La mesure pour empêcher de penser

La conviction que l'éducation, la transmission, sont des questions essentielles parce qu'elles sont en lien avec la manière dont un monde pense et fonctionne, le plaisir que je trouvais en la compagnie d'enfants, m'ont conduit au métier d'institutrice. Aujourd'hui je remets en cause ce choix parce qu'il devient trop douloureux de se plier à un système qui nie tout projet émancipateur.

Je pensais que l'école, parmi d'autres choses, pouvait donner des outils aux enfants pour comprendre le monde et avoir prise sur lui. J'étais bien consciente qu'elle n'avait pas été faite pour cela mais je croyais qu'il y avait quand même là du possible, que c'était aussi une affaire de personnes, de volonté, de s'entendre avec d'autres, que le système ne pouvait empêcher cela. Je n'étais pas que dans l'erreur puisque, si l'école n'a jamais été émancipatrice en tant que telle, des pratiques allant dans ce sens y ont existé par moments. Ce n'est assurément pas suffisant et il n'est pas question de dire qu'il faudrait s'en contenter, mais le constat qu'on peut faire est qu'actuellement tout se met en place pour que même cela ne soit plus possible.

Si ces pratiques ont pu vivre c'est que ceux qui étaient dans l'école avaient un espace de liberté, liberté étant entendue comme la capacité à définir ce que l'on fait en fonction de ce que l'on pense être le plus juste. Cette liberté était relative, il y avait déjà des programmes avec des échéances, des horaires, un lieu attribué... Mais on reconnaissait aux enseignants un savoir-faire pour organiser leur classe au quotidien.

Aujourd'hui, nous sommes tenus de rendre des comptes à peu près sur tout. Nous devons remplir des tableaux, répondre à des enquêtes, communiquer des résultats et dire ce qui est fait pour les améliorer : dire combien d'enfants

sont en « difficultés » et qui et quelles difficultés, ce que nous faisons pour les aider et en fonction de quels résultats, et combien chez le psychologue et pourquoi et quand, quels sont les enfants absents, combien de fois et pourquoi, quels sont ceux qui font espagnol et ceux qui font anglais, combien il y a « d'incivilités » dans la cour, pour quoi faire une sortie vélo ou aller à la bibliothèque et combien de fois et avec qui... Il faut faire des pourcentages, se donner des indicateurs, comparer avec l'année d'avant et avec les résultats d'autres écoles. Et tout cela pour quoi ?

Les enseignants n'ont pas besoin de tout cela pour savoir ce qu'ils ont à faire. Ces mesures ne sont pas simplement une surcharge de travail comme le dénoncent les syndicats mais permettent et justifient que ce qui se vit à l'école soit de plus en plus déterminé par l'extérieur. Ceux qui sont auprès des enfants (enseignants mais aussi parents) ne sont plus jugés capables de prendre les « bonnes décisions », il faut donc vérifier ce qu'ils font, voire leur dire ce qu'ils doivent faire. La multiplication des évaluations nationales va avec cette logique. Se met même en place depuis quelques temps un référentiel unique, commun à toutes les écoles de France, pour prendre en note ce que l'enfant sait ou pas. Au-delà du fait que ce référentiel a des buts inacceptables puisqu'il a été défini pour assurer « la capacité d'adaptation, la flexibilité et la mobilité des futurs travailleurs », ce genre de dispositif empêche l'apprentissage et l'enseignement.

Cette approche qui transforme un métier en liste de choses à faire le plus vite possible a déjà fait des ravages dans bien des secteurs et arrive aujourd'hui dans des domaines comme la santé, le social, où il est facile de percevoir que le véritable « travail » ne peut que se situer dans le temps avec la singularité de chacun et que la demande expresse de performance non seulement n'a pas de sens mais empêche le soin et la relation. Dans l'éducation, la mesure exclue ce qui constitue l'essentiel de l'apprentissage : la

réflexion, l'observation, le questionnement, l'hésitation, le plaisir de chercher et de trouver... Apprendre est réduit à reproduire, il n'y a plus ni compréhension, ni recherche de signification à ce que l'on fait. De même que l'apprentissage se vide de sens, on pourrait enseigner sans réfléchir et ainsi remplacer n'importe quel humain par un autre, ou même l'humain par l'ordinateur, ce qui revient à remplacer l'exigence de la relation éducative par une liste de scénarios possibles.

Cette façon de concevoir l'éducation ne peut être en place que grâce au développement fulgurant de l'informatisation des dernières décennies. Ne nous laissons pas raconter des histoires, cet outil n'est pas au service de ceux qui sont à l'école, qui n'ont pas besoin de cela pour savoir ce qui s'y vit et quelles décisions prendre, mais de ceux qui sont en dehors puisqu'il permet la transmission d'informations presque simultanément à ce qui se passe réellement et une centralisation dans les données assurant ainsi un contrôle très efficace.

Cette perte d'habitude à penser ce que nous faisons a déjà fait son chemin. Nombre d'enseignants accueillent les nouvelles obligations en râlant sans même réfléchir à ce qu'elles modifient dans le sens de leur métier. Des critiques existent tout de même et se font connaître. Est dénoncé le fait que les orientations actuelles de l'école soient définies en fonction des industriels et sont déplorés l'abandon de la transmission des savoirs disciplinaires, des programmes au rabais, une baisse de niveau, la dévalorisation de diplômes, des coupes dans le budget... Si je suis résolument opposée à une école de l'employabilité, je ne me reconnais pourtant pas dans la plupart de ces critiques. Elles défendent des éléments qui n'ont de justification que dans le maintien d'un système de sélection au service d'une certaine organisation sociale. Elles sous-entendent que la connaissance, la

culture, sont des choses abstraites forcément définies d'en haut.

Je n'ai pas envie de défendre l'idée selon laquelle il faudrait à tout prix sauver l'école car les questions qu'elle pose vont, pour moi, au-delà des changements actuels même si ces derniers ne sont pas négligeables. La possibilité même qu'une éducation de masse puisse donner prise sur le monde est à discuter car elle entérine l'idée, sous couvert de recherche d'égalité, que la culture se définit d'en haut, qu'une autorité qui organise et décide des choses est nécessaire.

La hiérarchisation que l'école institue entre les savoirs, la façon même dont elle conçoit ce que sont les connaissances et la culture, la place qu'elle donne au corps, à la matière, à la relation entre les personnes, sont autant de sujets à mettre sur la table pour définir ce que nous voulons faire et vivre, pour faire et vivre ce que nous voulons.

J'ai, à mon entrée dans le métier en 2001, rencontré quelques instituteurs qui utilisaient pleinement l'espace qu'on leur laissait pour faire ce qu'ils pensaient. Il serait d'ailleurs plus juste de dire qu'ils s'étaient, avec d'autres, faits cet espace plutôt qu'on leur avait donné. Ils sont depuis partis à la retraite avec le sentiment que les marges de liberté étaient de plus en plus étroites. Pour ma part, je me suis rapidement sentie « coincée » dans ce métier, mes idées, envies, se cognant soit aux conditions et règles, soit aux gens. Cela fait deux ans que je regarde l'école de loin et je ne sais pas encore si j'en reprendrais le chemin un jour.

Céline Aimar

Impasse statistique

J'ai enseigné une dizaine d'années et je ne le fais plus. Après avoir fait de longues études et obtenu finalement un emploi correspondant, j'ai quitté le milieu universitaire, arrêté l'enseignement et la recherche en mathématiques. Si j'ai longtemps cru ou voulu croire que ma situation me mettait un peu de côté vis-à-vis des aspects violents, délirants du monde, cela ne tenait plus.

Pendant mes études, les mathématiques me donnaient l'impression d'être à l'écart du monde et en même temps, de constituer des raisonnements solides où je pouvais exercer une certaine agilité intellectuelle. Ayant un rejet des études ou matières trop appliquées, aux perspectives industrielles évidentes, mes études se sont orientées vers des sujets plus abstraits. J'ai ainsi passé de nombreuses années à pratiquer les mathématiques pures (soi disant) et la recherche fondamentale. En passant son temps à aligner hypothèses, démonstrations et théorèmes, il n'est pas nécessaire et même difficile de faire un lien entre ce que l'on fait et le monde qui est là, juste derrière la vitre. C'est assez confortable, un peu trop certainement.

A posteriori, bien des moments m'ont mis en déroute, questionné sur ce que je faisais, sur les illusions qui me portaient. Par exemple, dans le contexte d'une réforme de l'Université, le principal mouvement d'opposition à celui-ci : « Sauvons la recherche » puis « Sauvons l'Université » s'avéra dans ses revendications et réflexions assez catastrophique, oscillant entre corporatisme et progressisme, faisant un éloge permanent de toute l'industrialisation depuis la Seconde Guerre mondiale, alors que cette période historique a profondément fait table rase du passé sous une épaisse couche de bitume et de centrales nucléaires.

Mais le moment le plus déterminant fut celui-ci : je me suis retrouvé à enseigner les probabilités et statistiques à des étudiants en sciences économiques et psychologie. Ce n'était dès lors plus le moment de s'amuser à jongler avec les formules mais d'appliquer tout cela à des cas bien concrets. Il s'agissait toujours de gérer la population sous divers aspects. Cela m'a rapidement choqué et est devenu très pénible. Les énoncés étaient à la fois banals et bizarres.

Les statistiques saisissent un aspect très étroit de la réalité et fournissent finalement un point de vue curieux sur celle-ci. La fascination et la puissance qu'elles expriment ont pour revers l'aplatissement de ce qui est décrit. Cela est d'autant plus éclatant quant il s'agit d'êtres humains réduits en calcul. Puisque ce genre de raisonnements ne peut que décrire la masse, il n'apporte rien de signifiant aux individus. Pourtant les statistiques n'ont jamais eu un autre usage que celui-là. Savoir que l'espérance de vie est de 75 ans ne me dit rien sur la conduite de ma vie et au contraire se place comme un obstacle à des considérations plus évidentes, plus directes, aux incertitudes inhérentes à la vie.

Il y a un mélange nauséux à jouer avec les étudiants à se prendre pour des bureaucrates, des gestionnaires en puissance. Tout cela de manière anodine et trop légère. Tous ces calculs exhalent une idée de maîtrise et de précision, dont j'ai senti le besoin de me défaire. Il ne reste de tout cela qu'un long parcours de désorientation. Cela dit beaucoup de la situation présente, il me semble. Il me reste bien des questions comme celles-ci :

Comment expliquer la fascination pour des connaissances quand celles-ci sont vides de sens pour les personnes ? N'y a-t-il pas l'idée d'une Loi de la Nature qui serait ainsi mise

à jour, dont les mathématiques seraient l'expression ? Comment sortir de cette soumission qui induit une obéissance, si elle a des racines aussi profondes ?

L'université n'était donc pas ou plus le lieu où l'on peut trouver des personnes ayant du recul sur leurs situations mais un lieu très bien intégré, un lieu de fermeture des idées et des réflexions. Il est bien évident que le programme de déboussolage des esprits se poursuit, mais sans ma participation tout au moins.

Florent Bernon

Si le fait de devenir un éleveur de brebis est de nos jours une chose peu courante, ce qui m'y a amené, en revanche, n'a rien d'original. Depuis une bonne quarantaine d'années et de manière presque continue, des gens sont allés se mettre au vert pensant qu'il n'y avait plus rien à faire en ville ou pour ne pas y devenir fou, d'autres n'ont jamais quitté la campagne pensant malgré tout que c'est dans l'agriculture qu'ils trouveraient encore un peu de liberté. Dire si ces gens dont je fais partie sont nombreux ou pas, représentatifs de quelque chose ou pas, importe peu. Ce qui est sûr c'est que cette liberté liée à la vie à la campagne et au travail agricole n'a jamais cessé de se détériorer et n'a jamais été assumée ni défendue, ou si peu. La campagne, là où elle n'est pas devenue une zone industrielle agroalimentaire ou un espace vert touristique, là où elle permet de mener des vies parmi les plus dignes que l'on puisse espérer aujourd'hui, est souvent considérée, y compris par ceux qui y vivent, comme un terrain politique périphérique, exotique ou nostalgique, qui ne se suffit pas à lui même.

La dernière phase de la modernisation agricole est celle de l'intégration aux filières d'approvisionnement de la consommation de masse, celle de la soumission à des centres de décision. C'est l'histoire de perpétuelles négociations, demandes de dérogations, demandes de reconnaissance ou de droit à la différence, etc. C'est l'histoire d'un enfermement en partie volontaire, en partie subi, dans toujours plus d'administration de contrôles et d'auto-contrôles. Etre marginal aujourd'hui en agriculture c'est prendre le peu de liberté qu'il nous reste sans faire allégeance à ceux qui assoient leur autorité sur la victoire du consumérisme, de la transparence, de la performance technique, du travail

sans sentiment, sur la destruction de la nature et la surveillance de ceux qui travaillent avec. C'est tenter de reconstruire un peu d'humanité et d'altérité, notamment grâce au travail quotidien avec les bêtes.

A la fin des années 90, je suis des études de *gestion de l'environnement* qui devaient me mener vers des postes de *chargé de mission* dans diverses administrations et grosses associations. J'ai atterri dans cette formation par défaut. Comme beaucoup d'autres, je savais bien tout ce que je ne voulais pas faire mais mal ce que je voulais faire. Avec ces études, je pensais plus tard trouver un poste dans la protection de la nature, cela me paraissait alors honorable.

Les premières formations en gestion de l'environnement sont créées par des cadres du mouvement écologiste dans le désert politique des années 80. Le mouvement écologiste, après s'être en partie mêlé à une critique sociale radicale, cherche une reconnaissance, une crédibilité vis à vis de l'Etat, et des sous pour créer des emplois. L'environnementalisme est un produit emblématique de notre époque. Il porte en lui la défaite contestataire et la victoire des experts. Les *gestionnaires de l'environnement* font partie de ces nouveaux bureaucrates qui changent les choses sans rien changer, qui maintiennent l'illusion que l'on peut déléguer la résolution de problèmes politiques à quelques spécialistes. Ils participent au fait que la paperasse, la froideur des chiffres, les plans de gestion cachent la réalité jusqu'à lui prendre la place. Le développement de l'environnementalisme montre bien que les écologistes ont beaucoup travaillé à l'idée que la destruction de la nature est un problème scientifique et non politique, que la nature est une affaire d'Etat et qu'il faut dans ce domaine plus de coercition car le commun des mortels

est un ignare, un irresponsable qu'il faut *sensibiliser* et parfois sanctionner.

En 2000, à l'occasion de stages dans des chambres d'agriculture, je décide de ne pas devenir un *chargé de mission en environnement*. Plusieurs choses m'y ont poussé :

- Donner des conseils – qui deviennent bien souvent des ordres – à des gens sur des choses que je ne sais même pas faire de mes propres mains, être du côté de ceux qui planifient, qui gèrent la vie des autres, me paraissait indéfendable. Peu à peu, je me suis dégoûté de la laideur du jargon scientifique et bureaucratique dans lequel je baignais. Je me suis également dégoûté de l'attitude condescendante que l'on nous enseignait envers les *espaces* que l'on devait *gérer* et la vie des gens, des *acteurs* qui y habitaient.

- La réforme de l'enseignement menée alors par la gauche (Allègre, Mélenchon) a, dans ce secteur professionnel qui travaille à l'artificialisation du monde, fortement diminué les rares cours qui avaient à voir avec la connaissance concrète de la nature ainsi que ceux qui pouvaient apporter un peu d'auto-critique (l'épistémologie par exemple). Elle en a imposé d'autres qui avaient clairement à voir avec la gestion de la catastrophe et l'acceptation du monde industriel : cours de communication où l'on apprend à *gérer les contradicteurs* dans les débats publics, cours sur les déchets, cours de gestion des risques majeurs où l'on apprend qu'une catastrophe nucléaire est une catastrophe parmi d'autres (une douzaine d'années après Tchernobyl, cela en dit long sur le degré de servilité du milieu écologiste). Cette réforme a eu le mérite de lever toute ambiguïté sur le véritable rôle de la gestion de l'environnement (on peut lire à ce sujet *Le jardin de*

Babylone de Bernard Charbonneau ainsi que *Catastrophisme, soumission durable, et administration du désastre* de Jaime Semprun et René Riesel aux éditions de l'encyclopédie des nuisances).

- L'agitation politique de la fin des années 90 m'a permis de lier des intuitions et un malaise personnel à une situation politique plus vaste et de faire de multiples et précieuses rencontres. Cela aide aux grandes remises en question.

Au delà des analyses politiques, c'est une vie que j'ai fui, celle d'un employé de bureau. Grâce à de nouvelles amitiés, je commence par acheter une cinquantaine de brebis que je garde dans des friches. Comme d'autres avant moi, je n'ai pas fait de formation agricole. Ces formations, quand elles ne sont pas nuisibles pour ceux qui les suivent, sont au moins inutiles. Ce sont des sortes de bizutages pour étouffer les rêves paysans et les passer à la moulinette technico-commerciale de l'entrepreneur. J'ai appris avec d'autres éleveurs en les regardant faire et en observant les brebis. L'élevage est une histoire de gestes et de sentiments plus que de mots ou d'explications. La recherche d'objectivité et de transparence, la normalisation des gestes quotidiens sont une source d'humiliation et de souffrance pour les bêtes et les éleveurs. Placer systématiquement les raisonnements au dessus de la réalité et leur donner encore plus d'autorité lorsqu'ils sortent d'une quelconque bureaucratie illustre bien les vies d'assistés, les vies hors-sol dans lesquelles on n'arrête pas de s'enfoncer. L'élevage des brebis m'a permis de rebrousser un peu ce chemin.

Antoine Brégeon

À l'issue d'un long parcours d'études en sociologie, j'ai décidé de sortir franchement de la voie que traçaient devant moi les diplômes acquis depuis mes 20 ans.

Je m'étais intéressé à la sociologie par un mélange de convictions politiques et de motifs « existentiels ». Convictions politiques : sans doute à la fin des années 1990, marqué par les grèves de 1995, le mouvement anti-mondialisation et les débuts de l'association Attac, j'étais animé du désir de « connaître la société pour mieux la changer » dans une perspective naturellement assez technocratique. Implicitement, je me voyais devenir un expert de telle ou telle question économique/sociale, un chercheur engagé ou un haut-fonctionnaire audacieux qui éclairerait et infléchirait les décisions politiques. Motifs existentiels : j'avais une soif de découverte des différents milieux sociaux, de la diversité des expériences et des points de vue sur le monde ; un désir d'embrasser l'hétérogénéité de la société.

Ce n'est pas de ce point de vue-là que je fus le plus insatisfait. Certes, les explorations permises par les cours, la lecture et les fameuses « enquêtes de terrain sociologiques » sont une forme de voyage très appauvri. Mais enfin, avec un peu de curiosité personnelle, on peut tout de même saisir le long de ce chemin académique quelques bribes des différentes formes de vie qui composent la mosaïque sociale contemporaine (et y compris saisir ce qu'elles ont d'homogène, l'extraordinaire ciment matériel et moral qui les unifie en profondeur).

Ce qui m'a finalement posé le plus de problèmes, c'est la perspective de faire du travail de recherche et d'enquête *un métier*, lorsque j'ai découvert le milieu des enseignants-chercheurs. Il faut dire que j'ai fait mes premiers pas dans ce milieu précisément au moment où j'étais gagné par le doute quant au bien-fondé des idées de progrès et de développement, telles qu'on les entend en général. Manque de pot, la sociologie sert précisément aux pouvoirs publics et aux entreprises à cautionner et rendre tolérable le cours de ce progrès. Les sociologues, depuis 1945, ont pris l'habitude déplorable de s'efforcer de rendre acceptable tout ce que la sensibilité et la raison ne peuvent que trouver inacceptable : l'intensification du travail, son absence de plus en plus complète de finalité humaine, l'urbanisme, le gigantisme, la laideur, l'absence de pouvoir de chacun sur sa vie. Tout cela est considéré comme normal et inévitable. La contradiction profonde entre le cours pris par la société moderne et les idéaux qui l'avaient fondée n'est jamais prise en compte, et quand des personnes égarées dans ce milieu la soulèvent, elles provoquent des réactions très vives, de fuite ou de violence (verbale, s'entend).

On pourra trouver qu'il n'y a rien d'original dans ce tableau, que c'est la description classique d'un milieu socio-professionnel globalement orienté « à gauche ». C'est vrai, à ceci près que ces personnes-là sont payées pour produire un discours savant, qui a donc du poids dans la société et les institutions. Leur spécialité - leur déformation professionnelle - est de mettre en évidence les marges de manœuvre dont disposent les acteurs qu'ils étudient, *quelles que soient les contraintes qui pèsent sur eux*.

Un sociologue normal se penchant sur le travail des agriculteurs, par exemple, décrira avec force détails les difficultés occasionnées par le marché mondial, la PAC, l'intégration aux circuits industriels. Mais jamais il ne décrira ces difficultés à l'aune d'un autre idéal que celui de la modernisation indéfinie du secteur agro-alimentaire. Il insistera donc lourdement sur l'inventivité dont font preuve les employés de ce secteur pour « préserver leur autonomie », « conserver des marges de manœuvre », « prendre des initiatives ». Mais « autonomie », « marges de manœuvre » et « initiatives » ne doivent absolument pas s'entendre ici dans la perspective d'une soustraction des activités agricoles aux griffes de fer du système industriel, elles recouvrent plutôt les efforts éperdus que font les individus pour trouver un sens et un sentiment de liberté dans des emplois qui en sont tendanciellement dépourvus.

Les sociologues ne perçoivent pas le mouvement de surorganisation de la société, et ce qu'ils en décèlent ne va jamais, à leurs yeux, à l'encontre du libre-arbitre de l'individu. Leur tendance à halluciner des marges de manœuvre dans les circonstances les plus improbables a beaucoup contribué à m'éloigner de cette discipline.

Plus généralement, la pauvreté de beaucoup de sujets de recherche, la malhonnêteté intellectuelle avec laquelle sont traitées les questions importantes, la novlangue technocratique en usage pour obtenir des financements, m'ont dissuadé de faire de la recherche mon gagne-pain au-delà d'une thèse.

Ma méfiance vira carrément à l'allergie à la suite du mouvement Sauvons la Recherche, qui mêla à compter de 2004 des chercheurs en sciences humaines et en sciences dures autour de la revendication d'un financement plus généreux de la recherche par l'État. La demande de crédits supplémentaires, au nom de la lutte contre la précarité, laissait entièrement de côté le problème du contenu des recherches et du rôle de la technoscience dans la précarisation de l'existence humaine en ce début de XXIème siècle. Les contestataires se payaient le luxe de se proclamer opposants à la marchandisation du monde. Mais ils jugeaient urgents l'affectation de fonds supplémentaires à la physique nucléaire, à l'ingénierie génétique, aux nanotechnologies... À la science économique pour qu'elle diagnostique les raisons de la trop faible croissance. Aux sociologues pour qu'ils expliquent plus précisément pourquoi les populations reléguées à la périphérie d'agglomérations de plusieurs millions d'habitants ressentent un certain malaise, etc. Bref, plus d'argent pour plus de postes, plus d'innovations, plus de billets d'avion pour sillonner l'Europe, de laboratoire de pointe en colloque inutile (inutile du point de vue de la connaissance ou du bien-être collectif, pas du point de vue des carrières, bien sûr).

Une poignée de personnes appartenant de près ou de loin au milieu de la recherche et de l'université ont fait entendre, entre 2004 et 2009, des voix discordantes, sous l'étiquette du groupe Oblomoff. Leurs protestations ont été accueillies tantôt par des insultes, tantôt par des silences gênés ou des non réponses. Je me suis beaucoup impliqué dans cette critique de la recherche et des chercheurs, qui appelait à une remise à plat générale des pratiques comme des théories. Quand j'ai compris qu'une

telle remise à plat n'était pas à l'ordre du jour, j'ai décidé à titre personnel de prendre de la distance avec ce milieu où il aurait été assez naturel de gagner ma vie. Je préfère une forme de précarité choisie, l'enchaînement laborieux de petits boulots – des vacances dans l'enseignement notamment –, la vie dans un petit village sinistré par l'exode rural mais pas entièrement dévasté par le développement économique, que me taire au quotidien devant des remarques ou des projets intolérables ou voir mes questions et critiques écartées par des pirouettes rhétoriques et des yeux levés au plafond.

Aujourd'hui, face au mouvement de rationalisation/-bureaucratisation tous azimuts du monde du travail, je n'ai pas d'activité qui me soit propre à défendre. J'ai refusé d'endosser le métier d'ingénieur du social auquel les études en sciences humaines mènent en règle générale. Je suis solidaire de ceux qui se battent pour préserver leur activité de ce mouvement, et réfléchir sérieusement au sens de leur travail, à ses implications, à sa fonction dans le monde malade où nous vivons.

Je me suis impliqué dans les activités du groupe Faut Pas Pucer parce que l'opposition au marquage électronique des bêtes me semblait une façon de poursuivre et approfondir le questionnement sur le contenu du travail de chacun, dont était porteuse la critique du métier de chercheur : à quoi sert tel ou tel emploi ? quels objectifs y sont fixés aux personnes et par qui ? quels moyens y sont employés/mis à leur disposition ? avec quels effets sur l'autonomie d'action et de pensée des travailleurs, et sur le plaisir qu'ils peuvent prendre ?

Matthieu Amiech

Le monde tel qu'il s'impose à nous dès la jeunesse peut paraître irréfutable et le rester tout au long de notre vie. Cette voie toute tracée de la jeunesse passée à s'éclater et profiter avant de mûrir pour les choses sérieuses de la vie active semble être le chemin immuable à suivre si l'on désire vivre « pleinement » de nos jours. La société actuelle prône la recherche de sécurité, qu'elle soit financière (un revenu), affective (un couple bien rangé) ou civile (notre monde toujours plus policé). Ce monde s'est présenté à moi comme un mur infranchissable dont les briques sont impossibles à déceler et desceller. Mais n'est-il pas possible d'avoir réellement prise sur sa vie, libérée de toutes ces règles, contrôles et obligations perpétuelles ?

C'est avec un grand malaise que j'ai dû affronter ce monde, une grande difficulté à trouver l'échelle me permettant de franchir ce mur. J'ai l'impression d'avoir parcouru différents milieux impossibles à bouleverser et remettre en question : que ce soit celui des historiens de l'art et des musées, de la recherche en anthropologie et enfin celui de l'apprentissage et du travail artisanal en métallerie/ferronnerie d'art. Une démission face à un monde sensiblement insupportable et incohérent fut nécessaire à chaque fois, une schizophrénie permanente impossible à remédier que je peux exprimer par ces quelques questions. Pourquoi entreprendre des études scientifiques alors que les arts m'intéressent davantage ? Pourquoi envisager de devenir conservateur de musée et tenter de remettre en question les musées et leurs rôles bien qu'ils semblent rester de simples tombeaux d'objets arrachés à leur propre devenir ? Après les avoir étudiés et y avoir passé quelques années, les musées me semblent de simples boîtes de conserves, dans lesquelles

nous essayons de sauvegarder un patrimoine sans jamais remettre en cause notre rapport aux objets et à l'histoire. Pourquoi effectuer des recherches anthropologiques et créer de nouvelles données sur des thèmes ressassés ? Ce qui m'attirait dans la recherche anthropologique était la découverte de peuples aux visions du monde diverses. Mais je n'ai pas adhéré à « l'étude des peuples » et à l'absolue nécessité d'élaborer sans cesse des théories pour comprendre et catégoriser ces visions du monde différentes. Le milieu de la recherche m'a paru cloisonné, les chercheurs ne pouvant discuter du monde qu'à travers une seule grille de lecture et leur spécialisation. Pourquoi persévérer à devenir artisan et tomber dans les travers inhérents aux sociétés actuelles de rendements, productivité et clientélisme ? La phrase « le temps c'est de l'argent » prend le dessus sur l'attache et le partage du savoir-faire. Comment croire en une société au sein de laquelle on se sent si impuissant dans les actions de tous les jours et alors pourquoi mettre un bulletin dans une urne sans âme ?

Que faire de sa vie est la question que l'on nous serine dès notre plus tendre enfance... Le fait de « trouver » une activité ou une passion est plus important que trouver un sens à ses gestes. La question qui me semble alors complémentaire serait : comment faire ? Selon quelle éthique voulons-nous vivre ? Après les démissions successives face aux études inconséquentes, au travail salarié et à la fade citoyenneté, je veux donner un sens à nos activités et nos combats. Je me suis construit grâce aux gens avec qui je partageais le même rapport au monde, et c'est avec ces gens que j'avance. Construire en commun et solidarité et créer d'autres types de relations tout en trouvant chacun un sens à ses actions.

Comment envisager une activité plus qu'un travail ? Ne peut-on pas entrevoir différentes activités partagées plutôt qu'un seul travail individuel ? Faut-il vivre en collectif ? En communauté ? En village ? En constatant par cette brochure les démissions communes qui ont pu s'opérer, il nous faut continuer à envisager, penser et tenter ensemble.

Wilfried Leroy

Créé en 2010, Faut Pas Pucer (mémé) est un collectif basé dans le Tarn ayant pour vocation de lutter contre la soumission des activités humaines aux machines de toutes sortes (informatiques, bureaucratiques, ...).

Contact : Le Batz, 81140 Saint Michel-de-Vax

ou fautpaspucer@laposte.net